ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

Ire Circonscription - MÉZIÈRES-RETHEL

Républicains Indépendants



Préoccupés de JUSTICE SOCIALE, désireux de promouvoir un véritable PROGRES sur tous les plans, y compris le PLAN MORAL, soucieux également du RELEVEMENT DES ARDENNES et de la PROSPERITE de cette terre et de ces villes qui nous ont vu naître nous n'acceptons pas que l'avenir d'une région à laquelle nous sommes attachés par toutes nos fibres dépende uniquement d'états-majors lointains, qui se soucient fort peu de notre Département, considéré trop souvent comme une quantité négligeable, parfois même comme une monnaie d'échange.

Nous ne croyons pas que le cadre rigide de programmes politiques, dont certains, s'ils ont eu leur heure, ne répondent plus aux besoins actuels d'une situation en constante évolution, rende compte de la variété d'opinions de ce pays et de toutes les nuances d'expression spirituelles, professionnelle et sociale qui font sa richesse véritable.

Nous nous adressons aux OUVRIERS qui, actuellement, souffrent de la récession, aux TRAVAILLEURS INDEPENDANTS de l'ARTISANAT, du COMMERCE, de l'INDUSTRIE et des PROFESSIONS LIBERALES, trop souvent astreints à des tâches qui ne leur incombent pas et littéralement asphyxiés par des textes abusifs, aux AGRICULTEURS, qui se questionnent légitimement sur leur avenir, aux CADRES qui s'interrogent sur la pérennité de leur emploi, à tous ceux que hante l'angoisse du lendemain. Ils trouveront en nous des DEFENSEURS ACHARNES de toutes ces activités de base qui font vivre le Pays et de toutes ces moyennes et petites entreprises, menacées de disparition parce qu'accablées de charges face à un secteur public qui ne comporte aucun contrepoids.

De même que nous estimons que la Politique est une chose trop grave pour être abandonnée aux seuls politiciens, nous pensons que les Représentants d'une région doivent vraiment accomplir leur tâche et jouer ce rôle de contrôle et d'arbitrage que les Electeurs et les Electrices attendent d'eux.

Sur le plan de la JUSTICE SOCIALE, il y a encore beaucoup à faire : Que dire par exemple de la situation des Personnes âgées qui ont à charge des collatéraux ou des enfants et qui payent encore des impôts ? Les frais d'hospitalisation, d'intervention chirurgicale ou de rééducation ne pourraient-ils être déduits du revenu imposable ? Les formalités administratives imposées aux Assurés Sociaux ne pourraient-elles être simplifiées ? La procédure en matière d'accident du travail ne pourrait-elle être accélérée ? Ne serait-il pas possible d'attribuer aux ayants-droit d'accidents mortels une aide immédiate ? Des prestations en nature effectuées par le secteur nationalisé, c'est-à-dire par l'E. D. F., le G. D. F., la S. N. C. F. ou les Charbonnages de France, ne pourraient-elles être attribuées à certaines catégories de Pensionnés de Guerre ou d'Invalides du Travail ?

Nous demandons aussi :

— une prise en charge par le Fonds National de l'Emploi, de tous les travailleurs qui ne retrouvent pas de situation ;

— une revalorisation de la fonction des infirmiers, infirmières et agents hospitaliers ;

— le droit à la formation professionnelle pour tous les jeunes ;

— une réforme de la Sécurité Sociale ;

— qu'un terme soit apporté à la situation scandaleuse faite à certains Vieux, aux Femmes seules, à certaines catégories d'Handicapés.

En ce qui concerne le RELEVEMENT ARDENNAIS, il est urgent de prévoir de nouvelles sources d'activité conformes à la vocation normale de notre région, tant sur le plan industriel que sur le plan agricole.

PARCE QUE NOUS SOMMES CONTRE TOUS LES MONOPOLES, NOUS VOULONS VOIR PRESERVER LA LIBERTE DES PETITES COMMUNES.

C'est une erreur de concentrer toutes les activités du Département dans une seule ville aux dépens de la région qui l'entoure alors que la prospérité de l'une est fonction de l'autre et inversement.

Il n'est ni possible ni souhaitable de voir une Cité tentaculaire régner sur un désert que viendraient bientôt occuper des étrangers qui en profiteraient pour nous dicter leurs lois.

Nous voulons le maintien des petites lignes de chemin de fer, nécessaires à la vie économique régionale et la mise en fonctionnement d'« autobus sur rails » plus maniables que les trains et permettant des services plus nombreux.

Nous demandons, par ailleurs, la mise en place de voies de communication routières ou fluviales, susceptibles, parce qu'elles se raccorderont au réseau des pays voisins, de faire bénéficier les Ardennes du grand courant d'échanges international auquel les voue une situation géographique de premier plan. La mise au grand gabarit du CANAL DES ARDENNES, que viendra prolonger une voie d'eau transversale atteignant la Moselle et par-delà le bassin rhénan toute l'Europe centrale et la Mer Noire, servirait à l'acheminement des pondéreux comme des céréales dont les prix de transport pourraient ainsi être améliorés. Elle donnerait un coup de fouet à l'économie de la Région.

Nous demandons aussi l'ouverture des frontières, PROGRESSIVE et par étapes. Car, si nous sommes « Européens » — et pour une Europe aussi ouverte que possible — nous voulons voir préservée notre Personnalité. Habitants d'une région frontière, nous désirons en effet des garanties avant de nous engager dans le Marché Commun. Nous ne voulons pas voir nos terres ou nos usines passer, à la faveur d'une ouverture brutale des frontières, sous le contrôle de groupes internationaux soutenus par la haute finance allemande ou américaine.

Cet idéal de JUSTICE SOCIALE, de PROGRES, d'INSTRUCTION des masses et de RELEVEMENT de notre petite patrie ardennaise dont la forte personnalité doit être sauvegardée, seuls des hommes jeunes, dynamiques, courageux, profondément attachés à leur terre, à leurs Cités, à leurs Compatriotes pourront le réaliser. Et c'est parce que nous avons une très haute idée de la fonction publique élective que nous voudrions que les Représentants des Ardennes jouent à plein le rôle qu'on attend d'eux en servant leur Pays tout en restant aussi étroitement associés que possible à la vie de leur Département.

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Vous userez de votre droit de vote en face de candidats qu'on veut vous imposer.

Vous voterez pour des Hommes comme Vous, des HOMMES NOUVEAUX ET QUE VOUS CONNAISSEZ :

Docteur Pierre VASSAL

né le 4 Juillet 1924 - célibataire

Rhumatologue à Charleville-Mézières

Médecin-Capitaine de Réserve de l'Armée de l'Air

Breveté du Centre de Hautes Etudes Administratives (20e Session - Les Problèmes de la Retraite)

Membre du Comité d'Expansion Economique et de Progrès Social des Ardennes

Membre du Bureau de l'Association Européenne du Corps de Santé

Grand Officier de l'Ordre Académique de Saint-François

Suppléant : **M. Jean PASTÉ, né le 7 Juillet 1931, à Rethel**

Maire de Ville-sur-Retourne — Agriculteur

Père de deux enfants

ANCIAUX